Ce que nous construisons ensemble

Il n'a pas toujours bonne presse. L'impôt est souvent vu comme une charge, une contrainte, voire un fardeau. On l'accuse d'étouffer l'initiative, de pénaliser le travail, de décourager l'épargne ou encore d'être mal redistribué. Pourtant, l'impôt est l'un des piliers invisibles, mais essentiels, d'une société démocratique. Il permet à un pays de fonctionner, de garantir des droits fondamentaux à ses citoyens, d'investir dans l'avenir, de corriger des injustices sociales, et de créer un cadre de vie plus digne et plus équitable.

159,5 milliards d'euros de recettes ont été perçues par l'État fédéral en 2024 (*Cf.* article suivant). Une partie importante de ce montant – 50,5 milliards d'euros en 2024 (source : Cour des comptes) – est directement affectée à la sécurité sociale, c'est-à-dire à tout ce qui relève des soins de santé, des pensions, des indemnités de maladie, du chômage, des allocations familiales, etc. La sécurité sociale est majoritairement financée par les cotisations sociales (distinctes de l'impôt) mais comme celles-ci ne suffisent pas (ce qu'on appelle le « trou de la sécu »), l'impôt vient compléter la différence.

C'est ce financement qui permet, entre autres, à chaque personne hospitalisée de n'avoir à payer qu'une fraction du coût réel de ses soins. En 2024, les dépenses pour les soins de santé s'élevaient à plus ou moins 43 milliards d'euros dont 37 milliards pour les remboursements de soins de santé (source : INAMI). Une journée à l'hôpital coûte en réalité plusieurs centaines d'euros ; sans l'impôt, ces montants seraient à charge directe du patient. Une chimiothérapie, une opération, une réanimation, une grossesse compliquée : autant d'événements de vie où le filet de sécurité collective prend le relais pour éviter que la santé ne devienne un luxe.

Des pensions à hauteur d'un tiers du budget social

Autre poste majeur : les pensions. En 2024, près de 66 milliards d'euros ont été versés aux pensionnés (source : pensionstat). Ce financement permet à des millions de Belges âgés de vivre dignement après leur carrière. Sans ce soutien, une majorité tomberait sous le seuil de pauvreté.

L'enseignement, levier d'égalité

L'enseignement est également un pilier central de la redistribution. En Belgique, 35 milliards d'euros ont été consacrés à l'enseignement obligatoire et supérieur en 2023 (source : SPF Finances). Cela finance les écoles, les salaires des enseignants, les bâtiments, les manuels scolaires, mais aussi des services invisibles comme le transport scolaire, les repas pour les enfants en situation de précarité, ou l'enseignement spécialisé.

Les « autres » : ces services publics qu'on oublie trop souvent

Mais l'impôt ne s'arrête pas à ces grands blocs. Il finance aussi une multitude de services que nous utilisons toutes et tous, parfois sans même y penser. En 2022, environ 32 milliards d'euros ont été affectés à d'autres fonctions publiques essentielles.

Les espaces publics et les loisirs

L'entretien des plaines de jeux, des piscines publiques, des bibliothèques, des maisons de jeunes, des salles de sport communales, des musées, des festivals subventionnés – tout cela est financé par l'impôt local et régional. Ces investissements, bien que diffus, créent du lien social et un cadre de vie riche.

L'administration

Il faut aussi des moyens pour que tout l'appareil de l'État fonctionne : délivrance de cartes d'identité, enregistrement des naissances, urbanisme, permis de conduire, élections. Cela représente plusieurs milliards, mais c'est ce qui fait tourner notre démocratie.

La justice

Chaque année, environ 2 milliards d'euros sont alloués au fonctionnement des tribunaux, des greffes, de l'aide juridique, de la police judiciaire (source : SPF Justice). Au passage, on sait que la justice manque de moyens en Belgique. Le but est pourtant que les citoyens aient accès à un système impartial, équitable et accessible à tous.

L'environnement et la gestion des déchets

Le tri des poubelles, la propreté publique, l'assainissement des eaux usées, les déchetteries, les campagnes de sensibilisation écologique coûtent environ 2,1 milliards d'euros chaque année (source : Régions). C'est grâce à ces investissements que les parcs sont propres, que les rivières sont moins polluées, que nos villes sont vivables.

Les routes et infrastructures

Environ 4,2 milliards d'euros sont utilisés pour entretenir les autoroutes, les tunnels, les ponts, et les infrastructures ferroviaires (source : Régions et Infrabel). Ce sont nos trajets quotidiens qui sont facilités, mais aussi le bus scolaire, les livraisons, les ambulances, le métro.

La sécurité

La police et les services de secours absorbent environ 5,6 milliards d'euros. Ce financement permet de garantir la présence policière, la protection civile, les centres d'appel d'urgence, et le déploiement de la police locale dans chaque commune (source : SPF Intérieur).

L'impôt, c'est aussi notre démocratie en action

Contrairement à un cliché bien installé (*Cf.* article précédent), l'impôt n'est pas une confiscation. C'est une décision collective, votée par les représentants élus, pour financer des choix de société. Il existe des débats – et ils sont nécessaires – sur le niveau de prélèvement, sur la progressivité, sur les exemptions. Mais remettre en question l'existence même de l'impôt revient à remettre en question les fondements d'une société solidaire.

Regardons ailleurs : que se passe-t-il sans impôt ?

Dans certains pays où l'impôt est très faible, chaque service devient payant. Aux États-Unis, il n'est pas rare qu'un accouchement coûte entre 10 000 et 30 000 dollars. Une ambulance peut coûter plus de 1 000 dollars. L'université publique est rarement gratuite. Le moindre passage aux urgences devient un cauchemar financier.

Sans impôt, il n'y aurait pas non plus de ramassage des ordures, pas de voiries, de trottoirs, de places et de parcs publics, pas de police de proximité, pas de crèches publiques, pas de pistes cyclables, pas d'éclairage communal, pas de plaines de jeux ou de terrains de sport… Tout deviendrait affaire de financements privés, ce serait la porte ouverte aux pots-de-vin, à la corruption, au règne de la loi du plus riche…

Augmentation des coûts de santé et des assurances santé aux USA en 2025

(French District)

Spécialité	France	USA*
Consultation généraliste	25€	200€
Scanner	100€	1 000€
Passage aux urgences	300€	3 000€
Accouchement par voie basse	3 000€	30 000€
Mammographie	70€	700€

Prix moyen observé dans le secteur privé

L'impôt nous enrichit tous

En réalité, l'impôt n'est pas ce que l'on perd, mais ce que l'on met en commun pour vivre mieux. Il est la condition d'un espace public partagé, d'une santé accessible, d'une éducation égalitaire, d'un vieillissement digne. Il est ce qui relie une société, bien plus qu'un contrat : un engagement réciproque.

Et si l'impôt est critiquable, c'est toujours pour le rendre plus juste, plus progressif, plus efficace. Mais sa nécessité, elle, ne devrait jamais être mise en doute. À travers nos contributions fiscales, nous construisons des écoles, des routes, des hôpitaux, des tribunaux, des crèches, des bibliothèques. Nous entretenons un tissu social. Nous affirmons que personne ne doit être laissé de côté. Et cela, en démocratie, c'est la plus belle des promesses.